

Le parquet général se mobilise en faveur de la protection de l'environnement

Dossier de la rédaction de H2o
August 2017

Fin juin, le parquet général de la cour d'appel de Basse-Terre en Guadeloupe a réuni tous les acteurs œuvrant pour la protection de l'environnement : magistrats référents en matière d'environnement, services déconcentrés de l'État, établissements publics dont l'Agence française pour la biodiversité. L'objet de la rencontre était de partager les enjeux locaux de protection de la biodiversité et mettre à jour les priorités de contrôle pour les cinq prochaines années. Il s'agit aussi de clarifier les activités de chacun tant sur le domaine de la surveillance de terrain que sur les réponses à apporter en cas d'infractions. En effet, devant la diversité des polices spéciales de l'environnement (pas moins de 25 recensées dans le Code de l'environnement), il est nécessaire pour chaque partie prenante de connaître les prérogatives de chacun. Cette réunion a permis d'apporter des modifications par rapport aux plans de contrôle précédents. À la demande des agents de l'Agence, le procureur général a ajouté aux priorités locales de protection de la biodiversité, le renforcement des contrôles sur les espaces protégés (zones humides notamment) et sur les espèces menacées. Cette action innovante qui atteste de la détermination du parquet général à œuvrer pour la préservation de la biodiversité doit être montrée en exemple en espérant qu'elle suscitera d'autres initiatives de même type.

Agence française pour la biodiversité